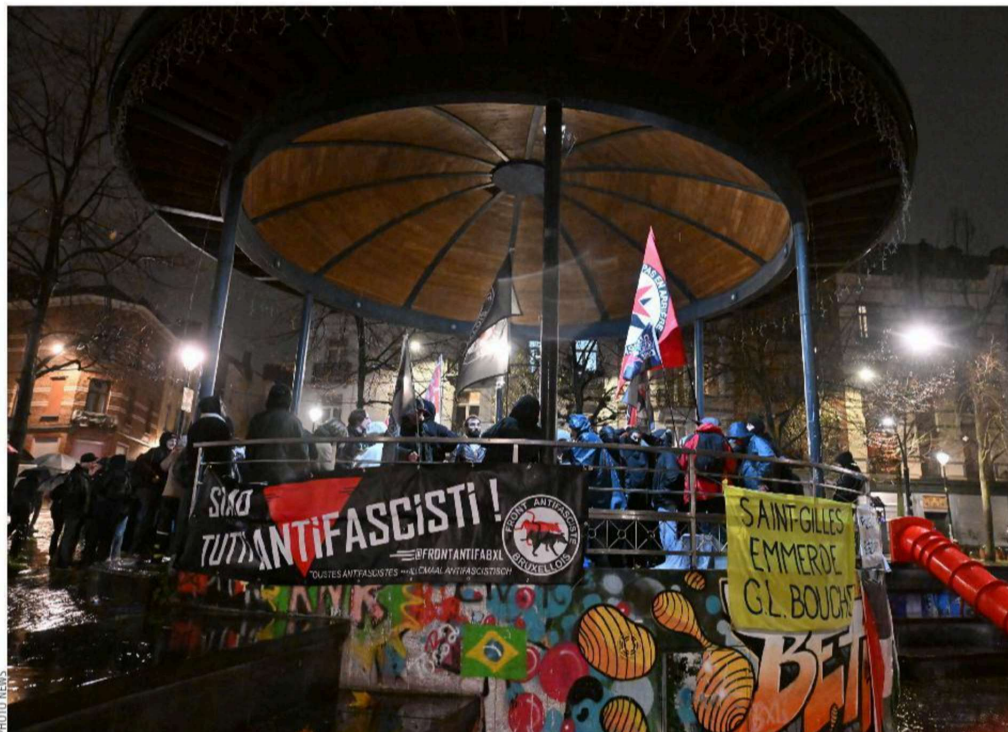


## SAINT-GILLES Près de 150 personnes rassemblées contre la tenue d'une conférence du MR



Environ 150 personnes se sont rassemblées mercredi en fin d'après-midi, place de Bethléem, à Saint-Gilles, à l'appel du Front antifasciste bruxellois. Le mot d'ordre était clair : *No pasaran* au Mouvement réformateur (MR) à Saint-Gilles. Depuis plusieurs jours, la tenue de la conférence du MR dans une salle communale du quartier, rue de Danemark, suscite le débat. Un déplacement de l'événement a été envisagé et la contre-manifestation est annoncée depuis plusieurs semaines. Le bourgmestre Jean Spinette (PS) a reconnu mardi qu'"il exist[ait] des risques de débordements", tout en affirmant qu'il entendait "tolérer un rassemblement" limité à la place de Bethléem. Il a assuré que tout déplacement vers le lieu de la conférence du MR ou vers le siège du parti, avenue de la Toison d'Or, serait empêché. Pour ce faire, un dispositif de sécurité important a été déployé : environ 150 policiers devaient encadrer le périmètre autour de la place et des axes menant au site concerné, protégé par un périmètre de sécurité.

## Ces "communautés parallèles" dans le viseur du gouvernement flamand

■ La ministre Hilde Crevits commande une étude censée renforcer la cohésion sociale. Elle ne fait pas l'unanimité.

Pour faire face aux défis que pose la multiculturalité, Hilde Crevits (CD&V), vice-Première ministre flamande en charge des Affaires intérieures, a décidé de se pencher sur les "communautés parallèles" présentes en Flandre. Par là, elle entend des phénomènes de replis communautaires culturels et religieux.

Le plan d'action ministériel ne se limitera pas qu'aux villes : les anciennes cités minières de Beringen, Heusden-Zolder et Zele où résident des communautés étrangères, sont, elles aussi, concernées.

### Inventaire et bonnes pratiques

Une étude sera réalisée pour identifier ces quartiers multiculturels. Un montant de 220000 euros (hors TVA) a été libéré pour l'accomplir. Elle comprendra deux parties. D'une part, il est prévu de dresser un inventaire de ces quartiers compliqués. Et d'autre part, le consultant devra proposer et mettre en œuvre un certain nombre de bonnes pratiques (évaluation comprise) en collaboration avec les collec-

tivités locales. On devrait savoir avant la fin de l'année qui sera chargé du projet, lequel devrait débuter en février prochain. Les recommandations ne sont pas attendues avant 2029.

Selon la ministre flamande des Affaires intérieures, il est essentiel de combattre la ségrégation dans des quartiers où différentes cultures se mélangent. "Cette étude a pour but de promouvoir la cohésion sociale et d'encourager une citoyenneté active", souligne Hilde Crevits, qui se défend de stigmatiser telle ou telle communauté.

### Éviter les malentendus

Pour elle, l'esprit communautaire n'est pas mauvais en soi. Il n'y a rien d'exceptionnel à constater que de nouveaux arrivants s'appuient sur leur communauté d'origine lorsqu'ils cherchent à s'insérer en Flandre. Mais lorsqu'une communauté continue de vivre repliée sur elle-même sans chercher à établir de liens avec son pays d'accueil, la situation peut très vite se dégrader.

"Permettre à ces communautés de prospérer en garantissant le bien-être de tous est une bonne chose. Dans le cas contraire, une méfiance s'ins-

talle, des malentendus apparaissent et des conflits peuvent surgir. Ils deviennent alors une rampe d'accès à la violence aveugle et à la pensée radicale", souligne la ministre.

Mais cette étude permettra-t-elle des avancées substantielles ?

### Le travail des éducateurs

"Des associations de quartier ont déjà réalisé plusieurs études sur les inégalités structurelles qui favorisent le repli communautaire en Flandre, c'est même une thématique récurrente", pose Pascal Debryne, chargé de cours à l'Odisee University de Bruxelles.

"Depuis des années, de nombreux bénévoles, dont certains sont eux-mêmes issus de l'immigration aident des personnes issues de l'immigration à créer du lien avec les représentants du pouvoir local", observe Pascal Debryne, qui estime que le gouvernement flamand devrait s'y

prendre autrement.

"Je pense qu'il est temps de mettre en avant les efforts fournis depuis des années par les travailleurs sociaux sur le terrain", résume-t-il.

Jacques Hermans



**Hilde Crevits**  
Vice-Première ministre flamande en charge des Affaires intérieures (CD&V)